

Les grands défis de l'après-Bush

Michel Husson, *Rouge* n°2273, 6 novembre 2008

Le nouveau président des États-Unis, Barack Obama, doit faire face aux choix qui s'imposent au capitalisme américain, touché de plein fouet par la crise.



La campagne présidentielle aura été percutée par la crise, qui marque la fin d'un modèle¹. Depuis au moins dix ans, la croissance des États-Unis était fondée sur une surconsommation des ménages, tirée par l'endettement, qui était lui-même « légitimé » par l'illusion de l'enrichissement boursier. Le déficit commercial qui en résultait était financé par un afflux permanent de capitaux venant du reste du monde. Ce modèle avait subi un premier choc en 2000, avec l'éclatement de la « bulle Internet ». Les États-Unis n'en étaient sortis que grâce aux dépenses militaires, au déficit budgétaire, et à une nouvelle fuite en avant dans l'endettement avec la bulle immobilière. Ce modèle est au bout du rouleau, parce que le recours à l'endettement est bloqué pour longtemps et que l'incertitude la plus grande pèse sur la capacité des États-Unis à attirer des capitaux.

Barack Obama va se trouver confronté à une véritable débâcle. L'économie est entrée en récession, les retraités sont en grande partie ruinés par les fonds de pension, le système de santé est trop cher pour un nombre croissant de salariés, et le déficit budgétaire va être plombé par le coût du sauvetage des banques. Dans ces conditions, la crise économique va forcément prendre la forme d'une crise sociale très profonde. L'une des caractéristiques du modèle US est, en effet, un creusement spectaculaire des inégalités : la part du revenu total allant aux 10 % les plus riches a considérablement augmenté depuis l'arrivée de Reagan, passant de 35 % à près de 50 % (comme en 1928 !). Cela veut dire que la croissance récente n'a pas profité à l'écrasante majorité de la population, dont le niveau de vie a stagné, voire reculé. La crise de ce modèle va entraîner une augmentation du taux d'épargne, donc un ralentissement durable de la consommation et de la croissance, qui pourrait d'ailleurs être une issue au déséquilibre extérieur. Mais ce nouveau modèle ne serait viable qu'à la condition d'une réduction considérable des inégalités. McCain n'envisageait évidemment pas une telle possibilité, et Obama ne propose qu'une réforme fiscale trop modeste pour infléchir significativement la répartition des revenus.

C'est la grande contradiction. La seconde en est un corollaire : sans profonde réforme fiscale, il n'y aura pas de marge de manœuvre budgétaire pour agir réellement sur l'emploi, la santé et les pensions, et la crise sociale s'approfondira. Bien qu'Obama a fait campagne sur la question sociale, son programme n'apporte pas de réponses substantielles, et on peut donc partager l'analyse de deux économistes américains, qui montrent pourquoi « les politiques de l'un ou l'autre des deux candidats ne seraient pas très différentes, une fois arrivé au pouvoir »².

Face à l'ampleur de la crise, le programme de McCain était inconsistant ; celui d'Obama est sous-dimensionné. Deux scénarios sont alors possibles. Le premier – *business as usual* – viserait à reconduire le même modèle, en lui trouvant un nouveau point d'application avec l'aide des milliards de dollars du plan Paulson. Cela pourrait prendre la forme d'une « bulle verte », dont la destinée serait la même que les précédentes. Il faudrait y ajouter quelques réformes fiscales, une dose de protectionnisme, une nouvelle baisse du dollar et des pressions politiques exercées sur les pays pourvoyeurs de financement. Cela implique l'entrée dans une véritable guerre commerciale et économique avec la majeure partie de la planète, en commençant par l'Europe et le Japon. L'autre scénario verrait la mutation d'Obama en nouveau Roosevelt, contraint à un New Deal-bis allant à l'encontre des intérêts sociaux dominants. Il n'est pas complètement exclu, mais il dépend d'autre chose que la bonne volonté d'Obama. À savoir la trajectoire de la crise et l'essor des luttes sociales aux États-Unis. ■

¹ Michel Husson, « États-Unis : la fin d'un modèle », *La Brèche* n°3, 2008, <http://hussonet.free.fr/usbrech3.pdf>

² Robert Hahn and Peter Passell, « Regulation after Bush », *Economists' Voice*, September 2008, <http://gesd.free.fr/hahnpass.pdf>